

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 mai 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 4, 15, 70 et 135 de l'ordre du jour
Élection à la présidence de l'Assemblée générale

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Culture de paix

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

**Lettre du 10 mai 2021 adressée au Secrétaire général
par le représentant de l'Arménie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Je vous écris à propos des remarques faites par le Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir, en réponse à l'intervention de la délégation arménienne lors du dialogue interactif visant à commémorer et promouvoir la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, que l'Assemblée générale a tenu le 5 mai 2021.

Alors que la question posée par la délégation arménienne portait spécifiquement sur les mesures destinées à renforcer les mécanismes de prévention des génocides des Nations Unies et sur les efforts déployés pour faire face à la montée des discours de haine, de l'incitation à la violence et des crimes identitaires commis pour des motifs ethniques et religieux, il semble que M. Bozkir ait profité de l'occasion offerte par le dialogue interactif pour proposer sa propre interprétation – dénuée de toute pertinence, et que nul ne lui demandait – de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Ces remarques déplacées du Président de l'Assemblée générale doivent notamment être appréciées à l'aune de la politique officielle de négation du génocide de la population arménienne dans l'Empire ottoman, politique constamment poursuivie par le Gouvernement turc. J'en veux pour preuve que les remarques de



M. Booker ont été immédiatement publiées par les agences de presse publiques de ce pays et présentées à l'appui du récit négationniste officiel¹.

Il est évident que ces agissements de M. Bozkir contreviennent au code de conduite du Président de l'Assemblée générale, qui exige du Président qu'il exerce ses fonctions en toute impartialité et équité, qu'il s'abstienne de recevoir ou d'accepter des instructions de quiconque (personne physique, organisation ou groupe gouvernemental ou non gouvernemental) et qu'il s'interdise tout acte ayant ou pouvant avoir l'effet d'octroyer un traitement préférentiel injustifié à un État, une organisation ou une personne, ou de constituer une conduite partisane, partielle ou entachée de préjugés.

Il est particulièrement préoccupant que, tout en utilisant abusivement la tribune de l'Assemblée générale pour promouvoir la position de son gouvernement, M. Bozkir ait pu se référer aux remarques faites par le porte-parole du Secrétaire général lors du point de presse du 22 avril 2021 pour chercher à corroborer le récit officiel du Gouvernement turc.

J'ose donc espérer que l'on pourra éviter à l'avenir que des fonctionnaires des Nations Unies ne fassent des commentaires aussi ambigus, et que la compréhension du génocide arménien dans l'Empire ottoman et sa reconnaissance de plus en plus large par la communauté internationale seront traitées avec le respect qui s'impose devant l'abondance et le niveau de détail des preuves historiques, ainsi qu'à l'égard des conclusions des rapports soumis en application de mandats des Nations Unies. Citons notamment le rapport de 1948 de la Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre², qui, en plus d'aborder le génocide arménien en détail, présente les massacres de la population arménienne perpétrés en Turquie au début de la Première Guerre mondiale comme exemple et précédent historiques au regard du Statut de Nuremberg et, par extension, comme des faits précurseurs de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ; et le rapport de 1985 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme³, dans lequel il est confirmé que le massacre systématique des Arméniens par les Ottomans en 1915 obéit indéniablement aux critères fixés dans la définition du crime de génocide énoncée par les Nations Unies et constitue l'un des génocides survenus au XX^e siècle.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 4, 15, 70 et 135 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**

¹ www.aa.com.tr/en/world/international-tribunal-must-determine-genocide-crime-says-unga-head/2230771?fbclid=IwAR1pKyc0wHKIWkP777bz7UN5Oj12aZo2KI6kK-7i1VVfbVVt4u2OfrcEAC0.

² E/CN.4/W.19.

³ E/CN.4/Sub.2/1985/6.